

N°623

du 23
JUILLET
2013

Editorial

Par Koffi
SOUZA

LÉGISLATIVES: DEMAIN LES ÉLUS

Alors que la campagne électorale s'achève au Togo, chacun s'interroge sur la mission qui incombera aux nouveaux élus du peuple.

On voit déjà se dessiner deux tendances dans les programmes des candidats. Les uns s'attachent à promouvoir le développement du pays. Les autres souhaitent en préalable les réformes institutionnelles.

Tous devraient pourtant regarder dans la même direction. Le message envoyé par les électeurs dans cette campagne est clair. Les Togolaises et les Togolais sont lassés des querelles et des luttes de leaderships. Ils aspirent à un fonctionnement politique apaisé où la priorité des priorités est le bien du peuple. Ils attendent des hommes et des femmes du pouvoir qu'ils soient à leur service exclusif et qu'ils améliorent la vie quotidienne des populations.

C'est cette mission de service public qui doit guider les élus.

Telle est la direction claire dans laquelle tous les nouveaux députés doivent regarder.

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

Législatives du 25 Juillet / Vote par dérogation et anticipation des forces de l'ordre et de sécurité

Les corps habillés donnent le ton



Les militaires en rang pour voter au CEG Améyi à Kara

P.4 Panier de la ménagère à Lomé

Gombo frais et piment vert font chuter les prix en juin à Lomé

P.4 Mise en œuvre accélérée de l'Education Pour Tous

La fourniture de mobilier scolaire pour 165 classes mise en jeu

ECHOS DE LA CAMPAGNE ELECTORALE

- P.3 **Le Grand Bè bien pris par les candidats UNIR du Grand Lomé**
- P.3 **Le NET ajoute du public à sa campagne de proximité**
- P.5 **Fofana Bakalawa sollicite les voix des populations de Sokodé**
- P.8 **Isabelle M. Améganvi: «*Tout se passe normalement...*»**

Spéciale promo vacances

A partir de **1F/seconde** Tapez *106*3#

moovsecondes
Le prix... Pas un obstacle!

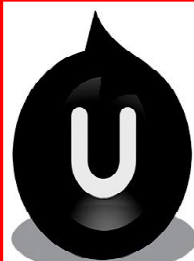
- 1 F/sec de 22h à 05h vers Moov
- 1,5 F/sec de 05h à 22h vers Moov
- 2,5 F/sec vers les autres opérateurs
- 1 F/sec vers 5 numéros complices 24h/24

no limit

Service client : 777 (gratuit) ou 9999 7777 (payant)

Coût de souscription à 100 FCFA

groupe etisalat



PA-LUNION

www.pa-lunion.com



Prix: Togo, Bénin, Burkina: 250CFA Zone CFA: 300 F Europe et autres pays: 1 euro ---Abonnement: Contacter 22 61 35 29 / 90 05 94 28

ECHOS DE LA CAMPAGNE ELECTORALE

Après le sprint du week-end, l'apothéose !

A compter de ce mardi minuit, les candidats n'auront plus la possibilité de convaincre les derniers électeurs indécis, ceux-là qui n'ont pas pu être percés par les différents messages véhiculés. C'est la fin officielle des opérations de charme. Et le week-end dernier a été le plus mouvementé où les partis politiques et les indépendants se sont épuisés à travers caravanes et porte-à-porte. On n'a pas manqué de multiplier les descentes jusque dans les maisons ; même dans sa balade tranquille dans la rue, le paisible citoyen n'était pas à l'abri des flyers et petits drapeaux distribués à tout vent par des jeunes gens, militants, sympathisants ou bénévoles. Déjà ce lundi 22 juillet 2013, ce sont les corps habillés, qui ont accompli leur devoir civique. En attendant les civils le jeudi 25 juillet prochain.

Vote par dérogation et anticipation des forces de l'ordre et de sécurité
Les corps habillés donnent le ton

Dans le cadre des élections législatives du 25 juillet prochain, les forces armées togolaises, les forces de l'ordre et de sécurité, conformément aux dispositions spéciales, ont accompli leur devoir civique ce lundi sur toute l'étendue du territoire national.

Dans la capitale, Lomé, c'est en grand nombre que les corps habillés se sont rendus ce lundi aux urnes pour voter. Ce vote par anticipation, s'est poursuivi dans les sept (07) bureaux de vote (BV) à la Gendarmerie Nationale à raison de 530 électeurs par BV.

Le Chef d'Etat major des FAT, le Gal Mohammed Atcha Titikpina, a voté pour sa part, au camp RIT.

Militaires, policiers, gendarmes, sapeurs pompiers et autres corps répondent ainsi au décret convoquant ce vote par anticipation, décret pris vendredi par le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé.

Ce vote vise, faut-il le souligner, à rendre les FAT disponibles pour assurer la sécurité du scrutin législatif du jeudi 25 juillet, auquel les civils sont appelés.

« Tout se passe bien », a laissé entendre Joseph Essodon Ali, président de la CELI Lomé Commune 3.

A la clôture (16h GMT), souligne ce dernier, « toutes les urnes seront



veille mais c'est ce matin que nous les avons mises en place. C'est pourquoi il y a un petit retard d'une vingtaine de minutes. En matière de manquement, il y a quelques absents au niveau des membres de bureau de vote mais les états major sont en train de mener des tractations pour leur remplacement. »

Katassa Piabalo, vice-président Celi-Kozah : « Le déroulement se passe très bien. On a commencé le travail en attendant que d'autres choses ne viennent compléter le matériel. Ce qui a manqué au début ce sont des

(Batascome). Les 9 bureaux de vote des deux centres ont ouvert et tout se déroule normalement. Tout le matériel nécessaire qui devrait être dans les bureaux de vote pour démarrer l'opération est présent. Effectivement, nous avons remarqué que certains membres de bureau de vote qui devraient représenter les partis politiques sont absents. Leurs états major ont été saisis et des dispositions sont en train d'être prises pour pourvoir à leur remplacement. Au niveau des forces de l'ordre et de sécurité, l'essentiel est de s'assurer que l'agent ait sa carte d'électeur. »

Balouki Kpandaya, président du bureau de vote N°2 de l'EPP centrale Batascome : « tout se déroule bien. Ils (les corps habillés) étaient venus en nombre. Maintenant, il n'y a plus d'affluence. Au niveau du matériel, il y a des manquements et cela est dû au fait que c'est un vote par anticipation et comme tel, il n'y aura pas de dépouillement. Exemple : les lanternes qui sont destinées pour la nuit électorale ne sont pas nécessaires pour ce vote. »

Un représentant de l'UFC du bureau de vote N°2 de l'EPP centrale Batascome : « nous sommes arrivés à 7h. Nous avons constaté une présence effective. Il y a les membres du bureau de vote qui sont présents. Le matériel et documents électoraux sont à jour à savoir une urne transparente, un isoloir, l'électricité, un flacon d'encre



aux côtés des membres du bureau de vote pour les accompagner. »

Letaaba Bèhema, président de Celi-Kozah : « le vote par anticipation a démarré dans les deux centres notamment le CEG du camp Général Améyi et l'école primaire publique centrale de Kara

indélébile, un tampon encrue, une liste d'émargement, les bulletins uniques de vote, un formulaire de procès verbal, fiche de relevé des résultats, la liste pour les électeurs, des fiches d'émargement des électeurs, etc. »

Le Grand Bè bien pris par les candidats UNIR du Grand Lomé

Trois candidats de la liste Union pour la République (UNIR) du Grand Lomé ont aisément soulevé, le 20 juillet dernier, la grande foule de militants, sympathisants, admirateurs et de curieux rassemblés dans la cour du Centre Communautaire de Bè, noire des tee-shirts blancs frappés du pigeon blanc. Pour agrémenter la soirée, le refrain n'a pas été oublié entre deux messages, « quand on est uni, on est fort derrière Faure ». Victor Talikpeti, Hounkpatin Amélé Elomvi et Agbessi Koffi ont dû être créatifs pour vanter la même chose dans des tournures différentes, mais voisines : la « politique salvatrice » du président de la République et président du parti, Faure Gnassingbé. Il ne faut donc pas hésiter dans l'isoloir à poser son empreinte devant le pigeon blanc dans le fond bleu, symbole du parti. Tout acte qui devra permettre, avec la nouvelle majorité, de prolonger le rêve d'un développement accompli du Togo. Toutes les actions réalisées et en cours, sous le vocable « les grands chantiers » ont été rappelées à la foule.

« Le 25 juillet, faites l'effort d'aller voter pour UNIR pour que le président puisse continuer sa politique de progrès (...) Et nous avons la conviction que la population nous comprend et va nous accorder son suffrage », a lancé à juste titre, la candidate Dédé Ahoéfa Ekoué, dans un autre meeting sur le terrain de Klikamé, l'autre versant du Grand Bè.



Ayawavi Dagban-Zonvidé de UNIR Grand Lomé

Au Centre communautaire de Bè, c'est la candidate Hounkpatin Amélé Elomvi qui a simplement surfé sur la promotion du genre par le chef du parti : « Le président de la République sait que les femmes togolaises sont capables et intelligentes. C'est pourquoi, il a voulu que les femmes soient représentatives dans UNIR. Voter UNIR, c'est porter haut le flambeau de la politique de développement du chef de l'Etat ».

Sous des applaudissements, la promesse est faite de « plébisciter » le parti UNIR dans Bè.

Il faut rappeler que, le même week-end, un autre meeting a eu lieu au stade de football d'Asfosa à Agblogamé en présence des candidats pour la circonscription du Grand Lomé. « Nous sommes venus à Bè dire à la population qu'il faut

voter pour la liste UNIR. La jeunesse de Bè est avec nous, les femmes sont derrière moi. La foule s'est déplacée nombreuse pour manifester son adhésion au programme de notre formation », a indiqué à la presse la candidate Patricia Dagban-Zonvidé, native du milieu. Elle a été soutenue par sa colistière Bernadette Legzim-Balouki pour qui le quartier Bè ne devait pas être perçu comme la chasse gardée d'un seul parti ou d'une seule organisation. « UNIR va travailler avec tout le monde, nous sommes un parti de paix et de développement, nous avons besoin de tous les fils et filles du Togo pour la construction du pays, nous n'avons pas peur parce que la victoire est assurée », a-t-elle assuré.

Le NET ajoute du public à sa campagne de proximité

Le dernier dimanche de campagne a été choisi par le Nouvel Engagement Togolais (NET) pour inaugurer la phase populaire de ses opérations de charme envers les électeurs. Le 21 juillet, les sites choisis ont été Agoè-Losossimé, Agoè-Sogbossito et Adéwui, où le président du parti et tête de liste dans le Grand Lomé, Gerry Taama, n'a pas oublié d'esquisser des pas de danse du terroir kabyè pour chérir l'électorat visité. Naturellement, le NET n'a pas délaissé sa stratégie du porte-à-porte dans les mêmes quartiers. Lequel porte-à-porte s'est étendu au marché d'Adidogomé le 20 juillet, au quartier Agoè hier lundi, et ce mardi dans les zones Aguiyakomé, Dékon, Quartier Administratif et grand marché d'Adawlato.

Entre le meeting public et le porte-à-porte, le message n'a pas changé. Il s'est agi pour le tout jeune parti d'attirer l'attention de la jeunesse sur le fort taux de chômage qui la frappe de pleins fouets, d'indiquer qu'il faut nécessairement accroître le financement des petites et moyennes



La stratégie du porte-à-porte du NET jusque dans les épices

entreprises pour combler l'impossibilité de l'Etat à garantir l'emploi à la jeunesse, et d'appeler à l'effectivité de la politique de décentralisation pour « amener les collectivités à prendre en main leur propre gouvernance ».

Vendredi, la délégation du NET conduite à Sanguéra (nord-ouest de Lomé) par le candidat Yves Agbékponou est allée expliquer aux populations les raisons du parti à se jeter à l'eau des législatives. Sans oublier les ruelles de Djidjolé et

Agbalepedogan. « C'est toujours le même message que nous avons commencé par délivrer depuis le début de cette campagne, concernant la décentralisation, la prise en charge des projets de développement par les collectivités locales, l'emploi des jeunes, de sorte que l'économie togolaise puisse prendre de l'ampleur afin que nos mamans au marché puissent trouver un souffle », a-t-il déclaré.

Samedi, un gala de football a été tenu sur le terrain de Bè-Kodjindji.

Panier de la ménagère à Lomé

Gombo frais et piment vert font chuter les prix en juin à Lomé

Jean Afolabi

Le niveau général des prix à la consommation a connu une baisse de 0,2% en juin 2013 contre une hausse de 0,4% enregistrée le mois précédent. La régression du niveau général des prix est essentiellement due à la diminution de 1,1% des prix de la fonction de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées", indique la direction générale de la Statistique et de la comptabilité nationale, qui explique la baisse observée au niveau de la fonction de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" la régression des prix des postes "Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a" (-6,2%), "Légumes frais en feuilles" (-14,3%), "Légumes secs et oléagineux" (-8,7%), "Légumes frais en fruits ou racine" (-3,7%) et "Poissons et autres produits séchés ou fumés" (-1,1%). Les produits qui ont eu une forte contribution à la baisse de l'indice sont : "Gombo frais" (-35,4%), "Doèvi fumé" (-10,5%), "Haricots blancs secs" (-18,0%), "Tomates rondes" (-9,0%), "Piment rouge frais" (-10,0%), "Piment vert" (-31,1%), "Laitue" (-28,2%), "Adémè" (-14,4%) et "Poisson salé fermenté" (-14,9%).

Dans le même temps, le poste "Tubercules et plantain" a enregistré une hausse de 3,1%. Par ailleurs, la fonction de consommation "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" a enregistré une hausse de 0,9% en relation avec l'augmentation de 8,2% des prix du poste "Combustibles solides et autres". Parmi les produits qui ont enregistré une hausse, les

statistiques citent : "Oignon frais rond" (+41,7%), "Charbon de bois" (+8,4%), "Saumon fumé" (+16,5%), "Arachide décortiquée crue" (+28,2%), "Riz importé longs grains crus vendus au petit bol" (+3,4%), "Maïs séché en grains crus vendu au grand bol" (+1,8%), "Manioc rapé" (+21,2%), "Iname" (+2,6%) et "Sardinelles fumées" (+3,9%).

Calculé hors produits alimentaires, le niveau général des prix a connu une hausse de 0,2% contre un repli de 0,1% le mois précédent. L'inflation sous-jacente (variation mensuelle de l'indice hors énergie, hors "produits frais") a connu une stabilité contre une hausse de 0,4% au mois de mai 2013. L'analyse suivant l'état des produits révèle que la régression du niveau général des prix est imputable à la diminution de 1,7% des prix des produits frais. Suivant la durabilité, cette régression est due principalement à la diminution de 0,5% des prix des biens non durables. S'agissant des secteurs de production, la baisse du niveau général des prix, s'explique par la diminution des prix des produits des secteurs primaire et secondaire qui ont enregistré respectivement une baisse de 1,8% et 0,1%.

Le niveau des prix du mois de juin 2013, comparé à celui du mois de mars 2013 (évolution trimestrielle) a connu une baisse de 0,1% en liaison avec la diminution de 1,3% des prix des produits de la fonction de consommation "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles". Pour ce qui est des nomenclatures secondaires, cette baisse trimestrielle s'explique

au niveau des secteurs de production par la régression de 0,3% des prix des produits du secteur secondaire. Quand on observe l'état des produits, cette baisse trimestrielle est due à la diminution de 1,3% des prix des produits de l'énergie. Pour ce qui est de la durabilité des produits, cette baisse provient de la diminution de 0,5% des prix des produits semi durables.

Par rapport à juin 2012 (glissement annuel), le niveau général des prix a enregistré une augmentation de 2,1%, due à la hausse des prix des produits des fonctions de consommation "Restaurant et Hôtels" (+4,7%), "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+3,4%), "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+1,0%). En ce qui concerne les nomenclatures secondaires, cette hausse annuelle s'explique au niveau de la durabilité des produits par la progression de 2,4% des biens non durables. Au niveau de la provenance, cette hausse annuelle est l'effet de l'augmentation de 2,1% des prix des produits locaux. Pour les secteurs de production, cette hausse provient de la progression des prix des produits des secteurs primaire et secondaire qui ont enregistré respectivement 12,5% et 1,7%.

Le taux d'inflation calculé sur la base des indices moyens des douze derniers mois s'est établi à 2,9% tout comme le mois précédent contre 3,0% en avril 2013 et 2,9% en mars 2013. En avril 2013, ce taux était de 2,5% dans la zone de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa).

Sur le marché interbancaire de l'UMOA

Les banques du Togo enregistrent 39,500 milliards Cfa de prêts en une semaine

Au cours de la période du 9 au 15 juillet 2013, les établissements de crédit du Togo ont enregistré des prêts d'un montant total de 39,500 milliards de francs Cfa, et 6,800 milliards pour les prêts. Ceci entre dans le cadre d'un total général de 192,250 milliards pour les prêts, et autant pour les emprunts au cours des opérations effectuées sur le marché interbancaire de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa).

Les prêts au Togo sont, entre autres, à un jour pour 8,000 milliards et à une semaine pour 22,500 milliards. A un jour, les taux moyen pondéré et minimum se sont situés respectivement à 3,39% et 3,00%. Le maximum a été fixé à 4,50%. A une semaine, ces mêmes taux se sont établis respectivement à 3,33%, à 2,75% et à 6,00%.

En termes de prêts, les établissements ont été devancés par ceux de la Côte d'Ivoire à 75,150 milliards, contre 12,000 milliards pour les emprunts. Les prêts sont notamment à six mois pour 5,000

milliards. Aux taux respectifs et uniques de 6,000%. Le Togo est suivi par les établissements du Mali avec 28,500 milliards de francs de prêts, dont 4,000 milliards en trois mois. A cette échéance, le taux moyen pondéré s'est situé à 5,07% et le taux minimum à 5,00%. Le maximum était à 5,50%.

En termes d'emprunts, les banques du Sénégal font 84,300 milliards, dont 11,500 milliards en un mois et 12,500 milliards en trois mois. En un mois, les taux étaient respectivement à 5,39%, à 4,50% et à 6,50%. A trois mois, ils étaient à 4,10%, à 4,50% et à 5,75%. Le Sénégal est suivi par le Burkina Faso avec 40,000 milliards pour les emprunts, uniquement à une semaine.

La Guinée-Bissau n'a enregistré que des prêts, à 0,300 milliard. Le Niger et le Bénin ont fait respectivement 7,000 milliards et 9,500 milliards pour les prêts et 18,000 milliards et 17,650 milliards pour les emprunts.

Selon la Banque centrale, l'évolution du marché interbancaire de l'Union a été marquée, en mai 2013, par un accroissement du volume des transactions et une légère hausse du taux d'intérêt. En effet, le volume moyen hebdomadaire des opérations interbancaires, toutes maturités confondues, s'est établi à 126,2 milliards en mai 2013, soit une augmentation de 25,7 milliards par rapport à la situation du mois passé. Le taux moyen pondéré des opérations a augmenté de 1 point de base pour se situer à 3,82% au cours de la période sous revue. Cette évolution reflète la tendance sur le marché à une semaine, sur lequel le volume moyen des opérations s'est redressé de 26,2 milliards pour ressortir à 89,7 milliards en mai 2013. Le taux moyen pondéré y afférent s'est établi à 3,33%, en hausse de 15 points de base par rapport à la situation du mois précédent.

Mise en œuvre accélérée de l'Education Pour Tous

La fourniture de mobilier scolaire pour 165 classes mise en jeu

Depuis début juillet, et ce pour un mois dans le cadre du Projet Education et Renforcement Institutionnel (PERI), subventionné par la Banque mondiale, l'Agence d'exécution des travaux urbains du Togo (Agetur-Togo) a mis en jeu la fourniture et la livraison sur site de mobilier scolaire pour l'équipement de cent soixante cinq salles de classe au Togo. En tout vingt-sept inspections du premier degré, allant de Cacavelli, Dèmakpoè, Vakpossito à Anokui Logopé, Sègbé, Soviéépé et Baguida devront être équipées dans la capitale notamment de près de 2 500 bancs pour le cours préparatoires, élémentaires et

moyens ainsi que de tables de bureaux des maîtres et des directions. A l'intérieur du pays, le choix s'est porté sur vingt-huit inspections allant de Haho, Ogou, Blitta, Tchamba jusqu'à Cinkassé pour à peu près le même nombre de mobilier scolaire.

L'appel d'offres est également ouvert aux entreprises étrangères. Aussi l'Agetur a-t-elle prévenu que «la marge de préférence au bénéfice des entrepreneurs ou groupements d'entreprises nationaux ne s'appliquera pas». Il faut avoir réalisé une moyenne de chiffres d'affaires des trois dernières années supérieure ou égale à 0,5

fois le montant de son offre dans le domaine de la menuiserie métallique et/ou de la menuiserie bois. Et avoir participé à titre d'entrepreneur ou de sous-traitant dans au moins deux marchés dans le domaine de menuiserie métallique et/ou menuiserie bois au cours des cinq dernières années qui ont été exécutés de manière satisfaisante et terminés, pour l'essentiel. Et surtout disposer des ateliers de fabrication des équipements et du personnel essentiels pour l'exécution de la commande.

Une offre similaire a été déjà lancée pour trente neuf salles de classes.

A peine ce pays créé

ECOBANK ouvre au Soudan du sud

Ecobank Transnational Incorporated («Ecobank» ou «le Groupe»), le principal groupe bancaire panafricain, annonce l'ouverture de sa filiale bancaire du Sud-Soudan. Cette nouvelle implantation, la 34^{ème} sur le continent africain, offre ainsi l'opportunité d'accompagner le plus jeune Etat africain pour répondre aux défis de son développement, explique un communiqué du groupe. Ecobank Sud-Soudan – qui a effectivement démarré ses opérations le 10 juillet 2013 – propose l'intégralité des produits et services du Groupe à l'intention d'une clientèle de particuliers, de PME, de grandes entreprises et d'institutionnels.

« Nous sommes particulièrement enthousiastes d'avoir obtenu des autorités sud-soudanaises l'autorisation de nous installer dans ce pays doté d'un potentiel énorme. Notre présence dans 4 de ses 6 pays limitrophes, à savoir le Kenya, l'Ouganda, la République Démocratique du Congo et la République Centrafricaine constitue un



Siège du groupe Ecobank à Lomé

avantage unique pour contribuer au développement et à l'intégration de cette jeune république », se réjouit Thierry Tanoh, le directeur général du Groupe.

Créée à Lomé, Togo, il y a vingt cinq ans, Ecobank Transnational Incorporated est la maison mère du Groupe Ecobank, le principal groupe bancaire régional indépendant panafricain. Le groupe est présent dans 34 pays africains

de l'ouest, du centre et de l'est. Le groupe est également représenté en France par le biais de sa filiale EBI S.A. à Paris. ETI a par ailleurs des bureaux de représentation à Dubaï, aux Emirats arabes Unis, à Londres, au Royaume Uni et à Pékin, en Chine. Il est coté sur plusieurs places boursières, et emploie près de 19 000 personnes, ressortissants de 40 pays dans plus de 1 250 agences et bureaux.

Au Bénin

La croissance du PIB attendue à 5% en 2013

Les perspectives économiques pour le reste de l'année 2013 sont positives. La croissance du Produit intérieur brut (PIB) réel devrait atteindre 5% en 2013 et l'inflation devrait revenir vers le critère de convergence de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UÉMOA) - 3% - à la fin de l'année 2013. La politique budgétaire restera prudente. Afin de renforcer la croissance tout en préservant la stabilité macroéconomique, une mission du Fonds monétaire international (Fmi) conduite par Mme Christine Dieterich, a déclaré le 15 juillet dernier que le gouvernement s'est engagé à accélérer les réformes.

Une priorité sera accordée à la mise en œuvre du programme de réformes douanières, centré sur la modernisation et le renforcement des capacités de l'administration douanière.

D'après l'équipe de Mme Dieterich, le Bénin a obtenu de bons résultats macroéconomiques en 2012. La croissance s'est accélérée à 5,4%, tirée par le secteur agricole et le commerce. L'inflation, qui s'est établie à 6,7% en 2012 suite à la réduction des subventions sur le carburant au Nigéria, est en baisse depuis janvier 2013 (5% en mai 2013). Les finances publiques ont eu une bonne performance grâce au redressement des recettes

douanières attribuable aux réformes du Port de Cotonou et à la vente d'une licence de téléphonie mobile. Par contre, la progression des recettes fiscales a été plus faible que celle de l'économie, en raison notamment de la part importante du secteur informel à la croissance. Pour ce qui concerne les dépenses, une meilleure exécution des dépenses d'investissement financées sur ressources intérieures a été accompagnée d'un contrôle efficace des autres dépenses. Le déficit budgétaire est ressorti à 2,6% du PIB, et les objectifs quantitatifs du programme ont été atteints.

ECHOS DE LA CAMPAGNE ELECTORALE

La question de la violence dans les esprits dans les Savanes

Malgré la bonne ambiance dans les cortèges de procession des partis, la mobilisation quelque peu grande de certains meetings de partis politiques et l'adversité joyeuse quand les cortèges se rencontrent, la question de la violence reste dans toutes les consciences. Si elle n'est pas très préoccupante, les acteurs de la société civile ne l'ignorent pas et organisent des séances de sensibilisation, non à l'égard des partis politiques, signataires d'un pacte de bonne conduite, mais à l'endroit des populations. Les communautés de développement de quartiers (CDQ) et d'autres communautés à la base sont spécialement visées. Aussi les 17 et 18 juillet, à Dapaong et à Mango, s'est-il tenu un atelier sur le thème «Elections au Togo : Non à la violence d'où qu'elle vienne». L'atelier est organisé par l'Ong Communication pour un développement durable (CDD). Plusieurs communications ont eu lieu sur le fait électoral et sur le phénomène de la violence, ainsi que des travaux en carrefours réalisés en groupes. Ces travaux en carrefours ont porté sur les questions suivantes : le pourquoi fait-on les élections, les problèmes rencontrés au cours de l'organisation des élections, comment les résoudre, l'origine des violences au cours des élections, comment peut-on éviter les violences électorales.

L'intérêt de la question se pose plus particulièrement à Dapaong. Depuis le début des soubresauts démocratiques dans les années 1990, la région des Savanes est



Le bâtiment du Commissariat de Police de Dapaong incendié

l'une des plus calmes, très peu atteinte par les ébullitions de Lomé. Mais, en février dernier, la ville a été particulièrement éprouvée par les violences engendrées lors des décès d'un collégien et d'un lycéen pendant les manifestations scolaires. Ces violences soudaines sont encore présentes dans tous les esprits et ont marqué particulièrement les habitants de la ville. On note notamment le saccage d'un commissariat de police et la mairie de la ville. La destruction de ces édifices publics est lourde de conséquences et pèse sur le quotidien des habitants de la ville, qui ont ainsi perdu certains services publics.

«Moi, j'étais d'accord avec les manifestations, mais je condamne totalement le saccage de la mairie et du commissariat. Avez-vous idée qu'aujourd'hui la police n'intervient que rarement dans nos affaires ? Quand il y a un accident, on ne les trouve pas, il faut aller à la gendarmerie, mais les gendarmes sont débordés», témoigne un conducteur de taxi-moto, enseignant dans le public. De

nombreuses personnes avaient fait des dépôts de légalisation quand la mise à sac a eu lieu. «Voyez-vous où nous en sommes, tout a cramé ; quand on sait la difficulté des démarches administratives pour refaire ces pièces en cas de perte...», soupire-t-il.

Comment une telle ville arrive à résoudre les affaires criminelles au quotidien ? «Avec la destruction du commissariat, Dapaong a perdu son statut de métropole des Savanes. Maintenant, pour l'établissement des cartes d'identité, il faut aller jusqu'à Mango ? Ceci constitue des frais supplémentaires qui alourdissent le quotidien», raconte un employé de Moov dans le bus qui l'amène dans la sous-préfecture de l'Oti pour faire sa carte. «Je vais perdre toute la journée juste pour faire le dépôt, et il faut que je retourne deux semaines plus tard pour le retrait», a-t-il ajouté. «Ce qui m'ennuie, c'est la difficulté de trouver un transport pour Mango, s'il ne s'agit pas de jours de marché. Depuis le matin, je poireaute à la station, j'ai dû attendre 4 heures de temps pour trouver un véhicule. En tenant compte du mauvais état de la route, j'arriverai là-bas quand les services auront fermé. C'est bien mon jour de chance !», dit-il encore. Contre ces violences absurdes, la ville voudrait se prémunir.

Flash back. Atelier de sensibilisation à la non-violence en période électorale au centre des affaires sociales de Dapaong. Pour M. Yangnagueba Maridja, professeur de sport de formation, président de la CDQ de Napieng, «l'atelier est d'une importance capitale. On renforce ici nos capacités à prévenir certaines actions. Nous irons instruire les jeunes de notre quartier à ne pas se laisser manipuler par les leaders politiques, à s'abstenir des provocations inutiles et à savoir pardonner». «Ce qui est urgent, c'est la prévention des violences le jour de la proclamation des résultats. Car certains se fient aux affirmations de leurs responsables de partis, au lieu des résultats officiels. Notre objectif est de leur apprendre que seuls les résultats officiels peuvent être considérés comme les vraies sanctions des urnes», a-t-il fait observer.

Pouvoir électoral de la jeunesse

Pendant que toutes les couches sociales et politiques se préparent en conséquence, les jeunes de Goma ne désespèrent pas. Ils sont convaincus que sans leur participation aucun des candidats des différents

qui peut apporter le changement au Togo, c'est Gilchrist Olympio, même s'il est vieux. Il est le leader de la démocratie dans notre pays», pense Pierre Akou, militant de l'Union des forces de changement (UFC).



camps ne pourra remporter ces élections. «Plus de 70% de la population est jeune et pour gagner ces élections, il faut coûte que coûte faire participer les jeunes tout au long du processus électoral», précise Aluka Kofi Anoumou, candidat indépendant aux législatives du 25 juillet prochain.

Pourtant, face à cette situation, la grande question demeure : faut-il, parce qu'on est jeune, soutenir les plus jeunes sans compétences avérées ou les plus âgés qui ont de l'expérience ? Dans tous les camps, on reste divisé à ce sujet. «L'homme

D'autre part, les jeunes amis de Faure Gnassingbé le soutiennent et sont convaincus qu'il est le seul à avoir apporté la paix, après les récentes crises sociales. «Nous continuerons à soutenir le président Faure Gnassingbé, car il a apporté la paix dans le pays. Il est très important qu'il continue à travailler car il a commencé les principaux chantiers de son projet de société. Personne d'autre ne peut finaliser ce projet, il faut donc lui laisser la chance de poursuivre le travail qu'il a commencé en lui accordant une majorité à l'assemblée», explique

son sympathisant Josué Bamé.

Christiane Mawussi, étudiante, croit fermement que la jeunesse togolaise peut arriver à apporter le changement. «Grâce à l'éducation politique que nous recevons, la jeunesse de Klotto est au centre de l'information pour ce processus électoral. Les politiciens ont manipulé par le passé les jeunes, mais aujourd'hui ces jeunes ont été mobilisés et sont devenus plus vigilants. Ils sauront faire le bon choix», dit-elle.

Pour d'autres jeunes rencontrés à Kpélé, «l'implication de la jeunesse dans ce processus électoral peut avoir un impact négatif ou positif. Positif, parce que les jeunes sont nombreux et constituent une grande partie de l'électorat», explique Achille Ahui. «Un impact négatif, car de nombreux jeunes ont du mal à affirmer leur position politique parce qu'ils gagnent de l'argent auprès de certains politiciens. Ce qui inquiète beaucoup plus, car ces jeunes peuvent être manipulés lors des élections», poursuit-il en faisant allusion à une jeunesse corrompue.

Sylvia Nossoukpo, étudiante en économie à l'Université de Lomé, voit aussi des dangers pécuniaires : «les plus grands défis auxquels font face la plupart des jeunes, c'est le problème financier. Par pauvreté, même connaissant ce qui est utile, certains jeunes peuvent voter pour des antivaleurs».

Des populations pensent à la censure

Très peu de populations en milieu rural bénéficient entièrement de l'énergie électrique dans la préfecture de Klotto. «Nous sommes fatigués de la manière dont l'électricité est distribuée. On nous a promis qu'il n'y aurait plus de coupures systématiques d'électricité. Malheureusement, nous sommes sans courant des fois pendant plus de cinq heures. C'est un gros mensonge», se plaint maman Afi, femme au foyer, habitant un des quartiers du village de Govié. «C'est vrai que nous payons ce que nous avons consommé. Mais le problème est que nous ne consommons pas à notre faim,

nous vivons dans le noir, nous sommes victimes de vol parce que nos quartiers sont dans le noir. Tous ces slogans sont des stratégies pour nous pousser à réélire les anciens députés», dit un jeune mécanicien désœuvré.

Certains se préservent même de connaître le projet de société des candidats car, disent-ils, nous ne voulons plus être exploités. «Ils viennent ici et nous promettent des hôpitaux, une éducation assurée pour nos enfants, de l'engrais pour nos semences. Dès qu'ils sont élus, ils disparaissent», affirme avec colère un sexagénaire. Avant de poursuivre qu'ils sont maintenant très

informés sur le rôle des députés et ce à quoi doit servir le salaire que ces derniers perçoivent. «Ils devraient louer des bureaux et nous rendre visite régulièrement pour mieux négocier les projets de développement. Le Gouvernement met à leur disposition de l'argent pour tous ces travaux. Mais à quoi ont servi ces financements?», s'interroge un père de famille.

La population devra se contenter, pour le moment, du délestage. Et certains songent, comme cette jeune dame, à la sanction des urnes pour démontrer que les députés sortants auraient mieux fait de tenir leurs promesses.

Les piqûres de rappel des candidats

Les derniers jours de la campagne n'ont pas été du tout repos pour les partis politiques et les indépendants dans la circonscription de Klotto-Kpélé. Les deux gros poids, Union pour la République (Unir) et le Collectif Sauvons le Togo (CST) ont animé des meetings, pour amener les indécis à leur accorder leurs voix jeudi prochain. Pour le CST, par la voix du président national de l'ANC, Jean-Pierre Fabre, les populations doivent être vigilantes pendant et

après le vote. Les responsables de ce regroupement de partis ont fait le récit des troubles sociopolitiques qu'a connus le Togo depuis le début de l'année civile en cours. A leurs militants, sympathisants et aux populations de Klotto et de Kpélé, les instructions ont été données de faire le bon choix dans l'isoloir : le logo de l'ANC.

Dans une ambiance entretenue par des groupes folkloriques les candidats du parti Union pour la

République (UNIR) ont fait passer leur message. «Dans les toutes les localités sillonnées, nous avons fait passer un seul message : Unir davantage les natifs de Klotto et de Kpélé pour une meilleure participation au développement du Togo», a affirmé Mme Tségan Yawa Chantal, candidate Unir. Pour elle, UNIR a beaucoup de potentiels humains, un programme de reconstruction du Togo ainsi qu'une vision fondée sur la réconciliation.

moovSOS crédit

En panne de crédit ?
Composez *222#

no limit

Besoin de crédit en urgence ? Pas de panique.
Envoyez simplement 505 200 pour recevoir 200 F, 505 500 pour 500 F ou encore 505 1000 pour 1 000 F au 9898. Vous pouvez également taper *222# puis Ok et consulter le menu ou directement le code *222***MONTANT#** pour recevoir directement le montant de votre choix.
Avec MoovSOS crédit, communiquez même quand vous n'avez plus de crédit !

EXCLUSIVITÉ MOOV

groupe **etisalat**

www.moov.tg Service clients : 777 (gratuit) ou 9999777 (payant)

ECHOS DE LA CAMPAGNE ELECTORALE

Dernier meeting de UNIR à Dapaong dans la fête

Ambiance de fête hier matin dans la métropole de la région des Savanes. Les grands responsables de l'UNIR de la région des Savanes et de la préfecture de Tône étaient présents hier lundi matin au stade municipal, non pas réellement pour une dernière réunion de campagne, mais quelque chose comme une «fête anticipée pour avoir remporté les quatre sièges» en jeu, selon le point focal de UNIR Tône, Danhoule Gounseti.

«Vu l'ampleur du rassemblement, nous sommes rassurés que les 4 sièges sont déjà remportés par UNIR. Mais, il ne faut pas crier victoire trop tôt, nous demandons la vigilance des militants pour que la fête soit réellement belle», a indiqué encore cet enseignant de profession, secrétaire principal de l'enseignement secondaire à Dapaong.



Les candidats UNIR des Savanes avec chacun un pigeon blanc dans la main

pour encourager les militants et les sympathisants de voter.

Batiéné Kpabré-Sylli, ancien ministre du Tourisme, coordonnateur national du processus électoral pour le compte de la majorité présidentielle, n'a pas manqué de souligner et d'insister sur les raisons

Vendredi dernier, en dépit d'une avance prise sur le calendrier de campagne, l'équipe d'UNIR reste à pied d'œuvre au siège préfectoral du parti à Dapaong. Le point focal, Danhoule Gounseti, a les traits tirés. Les stigmates d'une course effrénée pendant ces deux semaines. Mais l'homme ne désarme pas et tient réunion sur réunion. Derrière son bureau, dans ce local très peu aéré et d'une sobriété étonnante, il donne des ordres, consulte et est sans cesse demandé par les militants. Sa principale préoccupation le jour-là : la participation des délégués de bureau de vote à la formation de la CENI. En réalité, UNIR qui a débuté sa campagne le lundi 8 juillet a bouclé son calendrier le dimanche 22 juillet. Pour M. Danhoule, la priorité est donnée à la campagne de proximité : «il faut aller vers les grandes familles et faire le porte-à-porte, travailler encore dans les quartiers pour convaincre les hésitants».

Son parti a rencontré des problèmes sur le terrain. «Certains militants sont fâchés à cause des T-shirts. Certes, le T-shirt leur sert de montrer leur militantisme et de rassembler les électeurs. Mais un parti ne peut pas habiller tout le monde, et il faut reconnaître que les moyens sont assez limités pour donner le t-shirt à tout le monde», souligne-t-il. «Les dépenses sont contrôlées et c'est révolu l'époque où des militants mettent la main à la poche», ajoute-t-il encore.

Il y a un changement de politique et de mentalité dans la majorité présidentielle, poursuit ce cadre de l'enseignement secondaire. «Développement participatif, nouvelle citoyenneté, culture de l'excellence, changement de mentalité, servir le parti et le pays et non se servir, tel est notre leitmotiv», dit-il pour convaincre les sympathisants et les militants. «Nous ne sommes plus les privilégiés de la politique, l'intérêt national passe avant tout, et ça le président national Faure Gnassingbé n'a cessé de le souligner», indique M. Danhoule.

4 sièges sont en jeu dans le Tône-Cinkassé, 3 dans l'Oti, 3 dans le Tandjouaré et 2 dans le Kpendjal. L'UNIR peut-il tout remporter ? That is the question.



M. Danhoule Gounseti, Point Focal UNIR

L'UNIR locale a donné à ce dernier meeting un aspect spectaculaire, une théâtralisation au cours de laquelle les candidats en lice se sont vus remettre chacun un pigeon blanc, emblème du parti, porteur de messages au président Faure Gnassingbé. Le chef de l'Etat est bien entendu la mascotte de son parti. Les candidats non seulement veulent gagner pour lui «faciliter la tâche», mais encore il est mis en avant

essentielles pour lesquelles il faut voter UNIR et «donner la même majorité au président Faure Gnassingbé comme en 2007». Il faut voter la liste UNIR pour «la continuation des actions du développement du président, pour lui faciliter la tâche. Sans cette majorité, nous coupons bras et jambes au président pour réaliser le programme politique que nous avons plébiscité en 2010», a indiqué M. Kpabré-Sylli.

Scrutin législatif du 25 juillet

Des observateurs de l'Union africaine sur le terrain pour la transparence du vote

Suite à l'invitation du gouvernement togolais, à l'instar de l'Organisation internationale de la Francophonie, la présidente de la Commission de l'Union africaine (UA), Mme Nkosazana Dlamini Zuma, a décidé de déployer une Mission d'observation pour les élections législatives du 25 juillet 2013 au Togo conduite par Kabine Komara, ancien Premier ministre de la République de Guinée. La Mission comprend 32 observateurs, notamment d'ambassadeurs auprès de l'Union africaine à Addis-Abeba, de parlementaires panafricains, de responsables d'organes de gestion des élections et des membres d'organisations de la société civile, a indiqué une déclaration officielle de l'Union jeudi au sortir d'une audience accordée par le Premier ministre Arthème Ahoomey-Zunu. Les observateurs viennent de 12 pays, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la République arabe sahraouie et la République du Congo.

«La Mission observera ces élections à la lumière des dispositions pertinentes de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance de 2012, la Déclaration de l'OUA/UA sur les principes régissant les élections démocratiques en Afrique de 2002, les directives de l'UA pour les missions d'observations et de suivi des élections de 2002, ainsi

que du cadre juridique en vigueur pour l'organisation des élections législatives au Togo», précise le texte. Elle rencontrera les autorités politiques et judiciaires du pays, les institutions en charge des élections, les partis politiques, les responsables d'organisations de la société civile et les représentants de la communauté internationale présents au Togo.

La Mission couvrira toutes les régions du pays, à savoir la région Maritime, la région des Plateaux, la région Centrale, la région de la Kara et la région des Savanes. Elle observera notamment les derniers jours de la campagne électorale, la vote par anticipation des membres des forces armées et de sécurité et les opérations de vote et de dépouillement le jour du scrutin. «La Mission fera une observation honnête, indépendante, professionnelle et impartiale de la conduite des élections. Cette observation portera sur la régularité, la transparence, l'équité et le bon déroulement du scrutin», apprend-on.

A l'issue du scrutin, la Mission compte tenir une conférence de presse le 27 juillet 2013 durant laquelle elle exprimera une déclaration préliminaire, exposera ses premières conclusions sur le déroulement des élections. Il sera également question de formuler éventuellement dans un rapport destiné aux autorités compétentes, ses observations et recommandations.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°237 DE LOTO KADOO DU 05 JUILLET 2013

Le tirage de LOTO KADOO de ce vendredi 19 Juillet 2013 porte le N°239.

Conformément aux règles du LOTO LADOO, le tirage de ce jour se fera directement avec bonus, car les deux derniers se sont faits sans bonus.

Vendredi dernier, de nombreux gros lots ont été gagnés à l'intérieur du pays et à LOME.

En effet, les points de vente 2454, 4051 et 1221 basés à ANIE, KPALIME et à SOKODE ont recensé respectivement un lot de 500.000F CFA, un gros lot de 1.000.000F CFA et un super gros lot de 2.000.000F CFA.

A NOTSE, ce sont près de vingt millions de nos francs qui ont été gagnés par nos parieurs auprès des opérateurs 2282, 2210, 2283 et 2228. Cette somme est répartie en un lot de 750.000F CFA, un gros lot de 1.125.000F CFA, un super gros lot de 2.500.000F CFA et un maxi gros lot de 15.500.000F CFA.

LOME, la capitale n'est pas en reste avec deux lots de 500.000F CFA et un lot de 750.000F CFA gagné sur les points de vente 6902, 6935 et 6315.

La remise des lots à LOME se fera au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les Agences Régionales.

AVEC LOTO KADOO, TOUS LES VENDREDIS,
UNE FAÇON DE DEVENIR TRÈS RICHE BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°239 de Loto Kadoo du Vendredi 19 Juillet 2013

Numéro de base

60

57

82

20

08

Numéros bonus

10

29

LOTTO DIAMANT

Résultats du tirage N° 649 de Lotto Diamant du lundi 22 Juillet 2013

Numéro de base

38

30

28

10

81



Bi-hebdomadaire togolais
d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Imprimerie: St Laurent

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
BOGLAG.

ECHOS DE LA CAMPAGNE ELECTORALE

Yoto boucle dans la "convivialité"

A l'instar des autres préfectures du pays, celle de Yoto boucle sa campagne dans la "convivialité", estime le président de la Commission électorale locale indépendante (Celi), le magistrat Bruno Kokou Toké. "Tout se passe normalement", précise-t-il, en excluant toute tendance aux violences le jour du vote. Le président de la Commission électorale locale est sans crainte, pour ainsi dire. De son état-major à Tabligbo, il semble au fait de toutes les informations, d'où il donne des instructions. Dont celles sur le vote

par anticipation des éléments des forces de l'ordre et de sécurité hier lundi. L'exercice s'est déroulé au Jardin d'Enfants, qui abritait pour l'occasion quatre bureaux de vote.

Pour le scrutin principal du jeudi 25 juillet 2013, un total de 205 bureaux de vote sera mis en branle dans le Yoto. Dans un communiqué officiel, la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) affirme avoir réceptionné tout le matériel électoral qui va servir à assurer le bon déroulement du scrutin législatif. Du matériel électoral ordinaire - urnes, isolements, lampes,

supports pédagogiques, tels que les guides et le code - au matériel électoral sensible (encre indélébile, bulletins de vote et hologrammes, scellés de sécurité et diverses fiches de transmissions de résultats), tous repartis et déployés dans les trente-cinq commissions électorales locales du pays.

Sauf que sur le terrain, la campagne n'amasse pas mousse. Le week-end dernier, la ville de Tabligbo avait l'ambiance d'un jour ordinaire. Les affiches se faisaient rares. Si ce n'est un militant du pouvoir qui faisait entendre que les

candidats se sont plutôt déployés auprès de l'électorat reculé. Encore faut-il voir par quelles voies ils y sont allés.

Tsévié-Tabligbo, sur une soixantaine de kilomètres, est un réel calvaire pour les usagers routiers. Pour être justes et polis envers les crevasses et les nids d'autruche, il faut mettre au bas mot deux bonnes heures au volant. A l'aller comme au retour, avec une demi douzaine de ponts unijambistes qui n'admettent pas à deux véhicules de se croiser. L'axe, il est vrai, a été à maintes reprises programmé pour sa

réhabilitation depuis trois années successives. Mais il est là, dégradé comme l'on ne pouvait jamais le croire. De paroles de chauffeurs, il faut forcément un tour au garage pour son véhicule après un ou deux allers-retours sur l'axe. Avec, en sus, ce que cela comporte comme douleurs physiques et courbatures.

Mais cela n'empêche pas le scrutin de s'approcher. Dans l'attente de la date butoir, des formations ont été conduites vendredi et samedi à Tabligbo pour le compte des membres des bureaux de vote. Formation étendue le dernier jour à

tout le monde avec l'arrivée tardive du Collectif Sauvons le Togo et Arc-en-ciel. Il faudra une liste définitive confirmée par ces groupes de partis de l'opposition pour pouvoir positionner leurs membres dans les bureaux de vote. Pour la transparence du vote, l'accent est ici mis sur le nouveau système de transmissions des résultats depuis les bureaux de vote, aussitôt après le dépouillement, par SMS droit vers la Commission électorale à Lomé. Pourvu que cela marche.

Les leaders d'opinions se prononcent

Plus que quelques heures pour la fin de l'opération de charme des candidats aux législatives. Le journal L'UNION prête ses colonnes à quelques responsables de partis politiques, aux chefs traditionnels pour s'exprimer sur le processus électoral.

Togbui A.K. Kowou akuagbi III, chef canton de Dawlotou



Le recensement ainsi que la campagne se sont déroulés dans de bonne condition. Les délégués des bureaux de vote ont également bénéficié d'une formation. Le canton de Dawlotou couvre une dizaine de villages, a reçu les candidats de l'UFC, de Unir, du CST, d'Arc-en-ciel, et les Indépendants. Comme d'habitude, la population est sortie massivement car elle est informée que voter est un devoir civique. Sur le plan organisationnel, il n'y a pas eu de souci majeur, d'après les échos de mes confrères. Mais, les chefs traditionnels en de pareille occasion sont obligés de se déplacer et de sensibiliser les populations, même s'ils manquent de moyens financiers pour le faire.

Aluka Kofi Anoumou, tête de liste du parti indépendant «les Centristes»



J'observe le processus depuis le recensement jusqu'à la campagne qui tend vers la fin, et je peux dire que c'est acceptable. Mais, en tant que indépendant, je dirai que les dés sont déjà pipés d'avance parce que nous sommes six partis et organisations dans cette circonscription, mais les cinq autres ont reçu du financement. Nous sommes laissés à nous-mêmes. Cette compétition électorale est intitulée *David contre Goliath*. Mon inquiétude se situe au niveau de l'acheminement des urnes de Kpélé vers Kpalimé, bien que nous ayons été rassurés par la CENI. La formation de nos délégués est également laissée à notre charge, alors qu'on a environ 320 bureaux de vote ; ce qui nous revient à supporter en termes de logement,

restauration, déplacement et formation, les coûts de 640 personnes.

Sur le terrain, nous avons rassemblé la majorité de la population à notre cause, car elle a compris que les partis politiques ont échoué dans leur mission et qu'il faut maintenant faire confiance aux Indépendants pour un avenir meilleur.

Sépe Komlan Kuwonu Jules, Préfet de Kpélé



Les élections législatives inscrites au programme du Gouvernement ont connu plusieurs phases. Les opérations de recensement se sont bien déroulées dans le Kpélé, avec un fort taux d'inscription des populations. Par le passé, Kpélé a connu des troubles pré et post électoraux, mais depuis les présidentielles de 2010, le calme est revenu. Ceci grâce aux campagnes de sensibilisation qui portent aujourd'hui leurs fruits. La campagne se passe normalement, avec une certaine cohésion des partis et des groupements de partis, avec une forte implication des forces de l'ordre qui assurent la sécurité des candidats.

Gbadzigo M'bow, chargé des relations à la Celi Klotou, représentant de Unir



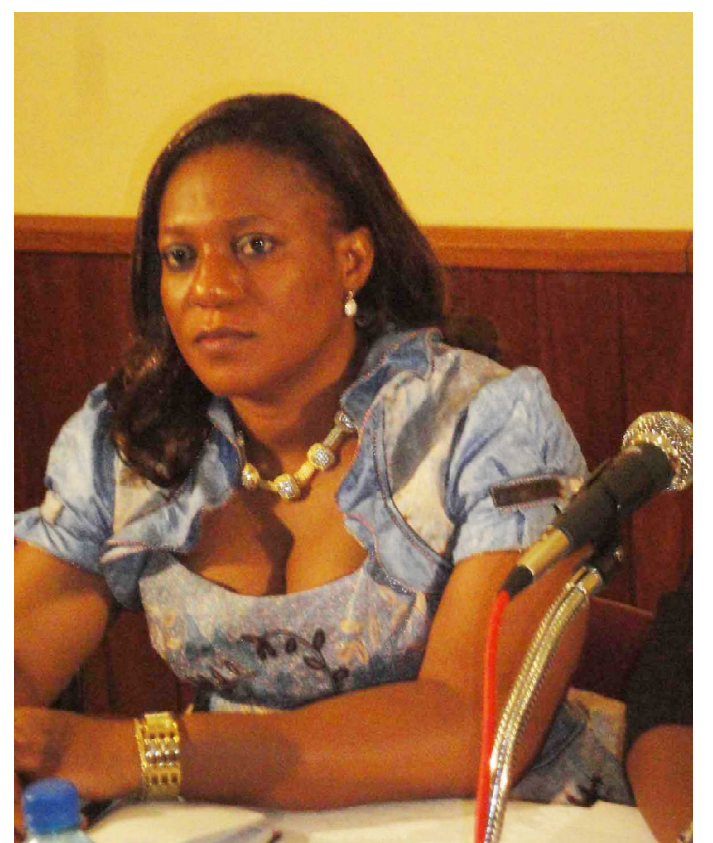
Les préparatifs vont bon train, tous les matériels sont déjà arrivés au niveau de Kpalimé et seront acheminés vers les bureaux de vote au plus tard ce mardi. Nous avons fait et nous faisons de notre mieux pour qu'il n'y ait pas de problèmes. Je suis, par ailleurs, confiant que la majorité des sièges, c'est-à-dire au moins deux sur les trois, appartiendra au soir du 25 juillet à l'Union pour la République.

Isabelle Manavi Améganvi, candidate tête de liste du CST Klotou/Kpélé



Nous nous sommes battus pour obtenir le maximum de garanties avant de nous lancer dans la campagne. Nous avons tout juste une semaine pour séduire les populations. Tout se passe normalement, car les populations accueillent favorablement le message que nous leur apportons. Nous leur demandons d'être très vigilantes pour la phase cruciale du processus que constituent le dépouillement et la proclamation des résultats.

Tségan Chantal, candidate Unir Klotou-Kpélé



La campagne s'est bien déroulée. Les populations sont sorties massivement pour nous écouter dans toutes les localités que nous avons visitées. Elles ont compris que le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a une nouvelle vision pour le Togo et qu'il pourra enfin élargir ses actions à leur localité, avec une assemblée à majorité Unir. Les réalisations de notre président nous ont été d'un grand apport pendant la campagne et nous souhaitons vivement que le vote, le dépouillement et la proclamation des résultats se passent dans la paix.

ECHOS DE LA CAMPAGNE ELECTORALE

Mme Djobo Nassara : « Confiante en une victoire de l'UNIR dans le Tchaoudjo »

Membre de la liste UNIR Tchaoudjo, Mme Djobo Nassara épouse Ouro-Bang'na a dit toute sa confiance en la victoire de UNIR dans la préfecture de Tchaoudjo au soir du 25 juillet 2013. Députée sortante et candidate pour les législatives, Mme Djobo Nassara, durant les deux semaines, a multiplié les meetings et autres rencontres avec toutes les couches sociales de la préfecture, afin de les mobiliser pour la victoire de UNIR dans le Tchaoudjo.

Meetings, porte-à-porte, caravanes... toute la panoplie de moyens de communications a été mise en branle par UNIR Tchaoudjo pour faire le plein des voix. « Nous sommes confiante parce que nous avons un bilan que nous défendons, celui enregistré le Chef de l'Etat depuis son arrivée au pouvoir en 2005. Mais, le meilleur reste à venir et nous comptons sur la préfecture de Tchaoudjo pour participer à la victoire de notre parti le soir du 25 juillet », a-t-elle déclaré.

Si, lors de la première semaine, les candidats de la liste UNIR Tchaoudjo ont abordé les populations séparément, dans la deuxième semaine, c'est ensemble que les meetings ont été animés. Des meetings qui ont permis aux candidats de mettre un accent particulier sur les différentes actions menées par le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé. « Ces cinq dernières années, le Gouvernement sous l'impulsion du Chef de l'Etat a accompli beaucoup d'actions pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des citoyens. Ces efforts vont se poursuivre, mais tout cela ne peut se réaliser que si nous disposons de majorité à l'Assemblée nationale », a indiqué Mme Djobo Nassara.

Une majorité nécessaire à la poursuite des grands chantiers de Faure Gnassingbé dont les points essentiels tournent autour de la bonne gouvernance, les réformes constitutionnelles et institutionnelles, l'aménagement du territoire, la jeunesse, l'emploi, l'éducation pour tous, la santé, l'agriculture et l'eau,



Mme Djobo Nassara épouse Ouro-Bang'na, liste UNIR dans le Tchaoudjo en campagne

dit-elle. Sur le front de la jeunesse, l'ancienne députée semble avoir fait le trou, laissant même la jeunesse de Tchaoudjo prendre la parole au cours des différents meetings. De l'ensemble des doléances, c'est souvent les questions liées à la formation et à l'emploi qui reviennent. « Les fruits de la croissance retrouvée profitent à tout le monde à travers des actions conduites par l'Etat, notamment le ministère du Développement à la Base. Ces nombreuses initiatives traduisent la volonté de l'Etat d'apporter des réponses concrètes aux besoins de l'emploi. Pour les cinq ans à venir, des projets ont été déjà identifiés et leur mise en œuvre devrait englober un peu plus une partie de jeunes en matière d'emploi », a-t-elle expliqué.

Pour Mme Djobo Nassara, la préfecture de Tchaoudjo compte beaucoup pour le chef de l'Etat qui y a déjà initié de nombreux projets de réhabilitation des infrastructures routières et de développement :

« ces actions vont se poursuivre afin de doter notre préfecture des meilleures structures capables d'accélérer le développement économique et sociale de la préfecture ».

Durant les deux semaines, c'est toutes les couches sociales de la préfecture de Tchaoudjo qui ont reçu la visite des candidats de UNIR Tchaoudjo, avec un message sans équivoque de faire en sorte que le Togo puisse poursuivre son développement dans la stabilité qui le caractérise depuis quelques années sous l'impulsion du Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé.

Et à quelques heures de la fin de la campagne électorale, Mme Djobo Nassara lance une nouvelle fois un appel aux électeurs pour choisir les candidats du parti UNIR : « je demande aux électeurs de continuer par faire confiance au Chef de l'Etat à travers le programme qu'il a élaboré pour le Togo, en allant voter massivement pour UNIR ».

VO entre la promesse de Arc-en-ciel et l'action de UNIR

Dimanche, Jean Kissi, la tête de liste de la Coalition Arc-en-ciel dans la circonscription électorale de Vo, a harangué la foule de militants et sympathisants de la Coalition réunie sur la place publique de la préfecture de Vo. Il a eu le renfort du candidat Paul Dodji Apévon de la liste du Grand Lomé, qui concourait en 2007 dans ladite préfecture. Le slogan contre la « longévité du pouvoir » n'est pas oublié. « Il n'est pas bon qu'un père et son fils gouvernent ce pays pendant plus de 50 ans. Ils sont tétanisés et ils ne pourront plus rien apporter à nos populations. Sinon, comment comprendre que ça fait des décennies que Vogan ne connaît aucun changement ? Comment comprendre qu'une grande préfecture comme celle de VO n'est traversée que par une route comportant des nids de poule ? C'est le signe flagrant du retard de développement de la préfecture », s'est-il demandé. Et d'ajouter, pour ne pas changer de

l'Assemblée, en faisant des propositions de loi de telle sorte que l'argent perdu pour le pays puisse être rassemblé. Protéger

Faure Gnassingbé, en matière d'actions de promotion de la femme, des jeunes, des activités des groupements, de santé,



Sidémého Djidudu Tomégah de UNIR VO

et contrôler les richesses pour reconstruire le pays, investir à juste titre dans la santé, l'éducation, la protection de l'environnement, la

d'éducation. Sans oublier les actions particulières des cadres de Vo, membres du parti présidentiel, à l'image du forage que les cadres UNIR ont financé et inauguré en marge d'un meeting à Ekpui.

Le 21 juillet, une quinzaine de femmes issues des groupements de Sotouboua s'étaient spécialement rendues dans le Vo pour soutenir les candidats UNIR. « C'était une belle surprise. Elles nous ont accompagnés sur le terrain, d'abord à Zooti où nous avons animé un meeting, puis à Vogan où nous avons tenu une rencontre avec 150 femmes leaders des groupements venues de tous les cantons de Vo », a exprimé sur son compte facebook la tête de liste UNIR dans le Vo. Hier lundi, le parti présidentiel a pu mobiliser la population de Sévagan et de Hahotoé dans deux meetings séparés. Avant l'apothéose de ce mardi à Badougbe.

Il faut également rappeler qu'en



Inauguration d'un forage que les cadres UNIR ont financé, en marge du meeting à Ekpui

discours quant à la décentralisation : « c'est à travers les élus locaux qu'on gère les biens locaux, les richesses de la Nation et que les collectivités peuvent se prendre en charge ».

Et Jean Kissi entre dans la promesse, savourant déjà son probable statut de député à l'Assemblée nationale. « La lutte contre la corruption, c'est cette mission je m'assignerai à

mécanisation de l'agriculture afin d'aider nos populations à se relever », a-t-il avancé.

Le meeting a cédé la place à une



caravane, dans la liesse populaire, à travers les ruelles de la bourgade de Vogan... jusqu'au quartier général de campagne de la liste Arc-en-ciel.

Visiblement, en face, la réponse se fait par l'énumération des actes. La liste UNIR continue de mettre le paquet à travers les cantons, villages et hameaux de la préfecture. La candidate Victoire Dogbé Djidudu et ses colistiers citent les avancées obtenues sous

fin de semaine dernière, des grands meetings UNIR ont été tenus à Anyrokopé, Togoville et Vokoutime, ponctués par un détour à Vodjé à Hahotoé et Gnita à Akoumapé. En plus de la grande rencontre avec les artisans de la préfecture à Vogan. Dans les différentes localités, les échanges ont convergé vers la conclusion « ensemble, tenons-nous la main, ensemble nous réussissons, ensemble toujours plus loin ».

Fofana Bakalawa sollicite les voix des populations de Sokodé

Les militants de l'Union des forces pour le changement (Ufc) se sont donnés rendez-vous devant la maison du Chef canton de Kpangalam à Sokodé (plus de 300 kilomètres de Lomé) pour un seul message : « votez la liste de l'Ufc » le jeudi 23 juillet prochain.

La période de la campagne électorale est encore une occasion pour les responsables de l'Ufc de mieux expliquer l'accord Ufc et l'ancien Rpt (Unir aujourd'hui).

Le président de l'Ufc de la préfecture de Tchaoudjo, M. Seidou Tchabngna a fait sien cet adage : « C'est celui qui est proche du VC qui sent l'odeur », pour mieux

expliquer le pourquoi de cet accord.

Il a poursuivi que : « il est important de signer cet accord pour que l'alternance ce fasse dans la tranquillité et non dans la vengeance ».

Toujours dans le même sillage, la tête de liste de l'Ufc dans le Tchaoudjo, le ministre Fofana Bakalawa a, au cours de son intervention, déclaré que : « Nous avons utilisé la force, ça n'a pas marché. Il faut aussi utiliser d'autres stratégies. C'est ce qui nous a poussé à signer cet accord ».

Pour finir, il a convié les militants à voter pour la liste Ufc de Sokodé le 25 juillet prochain.



Fofana Bakalawa, candidat UFC dans le Tchaoudjo

ECHOS DE LA CAMPAGNE ELECTORALE

A quelques heures des élections

Un satisfecit au niveau de presque tous les acteurs

Ça commence à se concrétiser. Les forces armées togolaises, les forces de l'ordre et de sécurité ont annoncé les couleurs ce lundi avec une disposition spéciale leur autorisant de voter par anticipation et dérogation pour celles qui se sont déplacées. Sur toute l'étendue du territoire national, les corps habillés, un à un, sont rentrés dans des bureaux de vote et, après avoir retiré le bulletin unique, se sont dirigés vers l'isoloir derrière lequel, ils ont choisi le candidat de leur choix.

Dans le même temps, la casquette sur la tête, le coup entouré de foulard, bref les militants vêtus de gadgets à

qui concerne la conquête de l'électorat sur le terrain. A quelques heures de fin de la campagne électorale, le moment de répit n'est pas à l'ordre du jour, tant l'enjeu en vaut la chandelle. A l'heure du bilan, tout s'est bien passé comme on l'aurait souhaité même s'il y a certains manquements, à en croire les différents acteurs politiques. Tous s'accordent à dire que c'est un devoir accompli.

Ils attendent de voir si leurs promesses de campagne pourraient convaincre. D'autres croient qu'ils seront élus compte tenu de leur proximité avec leur base. C'est l'exemple de Mme N'Gnam Tchédéré, tête de liste de

ces termes : « C'est vrai, je suis très proche de la population. Celle-ci épouse les idéaux de l'UFC selon la nouvelle vision que lui imprime le président fondateur. Contrairement à d'autres candidats, je réside à Bassar depuis ma naissance, ce qui fait que je suis très connue par la population. J'ai aussi eu la chance d'avoir un père qui fut le premier député Bassar de la première République, en la personne de Tchédéré N'Lamba Tindjine. Mon père, de son vivant, a marqué positivement les populations de Bassar et je compte marcher sur ses pas en suivant la vision de Gilchrist Olympio. Et je suis confiante que



Une vue de la ville de Kara



Le NET en meeting à Koumèa

l'effigie de leurs partis politiques respectifs en lice pour les élections ne désarment pas en ce

l'Ufc dans la circonscription électorale de Bassar. Elle a donné évoqué un cas illustratif en

l'UFC va remporter tous les trois sièges dans Bassar. » Au niveau de l'opposition

surtout regroupée au sein du Collectif «Sauvons le Togo» et de la Coalition «Arc-en-ciel», les candidats ont commencé la campagne au lendemain de ce que certains qualifient de l'échec du nouveau dialogue. Ne voulant plus boycotter les législatives, ces deux regroupements sont rentés dans la bataille à la conquête de

candidats sont contents du travail abattus et attendent les résultats des votes.

Quelques sorties des formations politiques dans le septentrion

Ce vendredi après-midi, le cortège du Nouvel Engagement Togolais (NET) est arrivé à

dans l'après-midi. Dans son message, il a expliqué à la population le rôle d'un député, ses devoirs et ses droits ainsi que l'importance des élections législatives. Il a insisté sur le fait qu'il n'est pas du domaine d'un candidat aux législatives de faire des promesses car celui-ci " n'a pas le pouvoir de réalisation mais



Bassabi Kagbara de la Coalition Arc-en-ciel en meeting à Pagouda

Prévention des conflits liés aux législatives

La société civile déploie 70 jeunes promoteurs de la paix sur toute l'étendue du territoire national

Soixante-dix (70) jeunes promoteurs de la paix viennent d'être déployés dans toutes les préfectures du Togo, par la Concertation Nationale de la Société Civile (CNSC-Togo).

Après une formation de trois jours, ces jeunes sont déployées depuis le 18 juillet sur le terrain dont la mission est d'animer le mécanisme de prévention et d'alerte précoce des violences et conflits notamment au niveau local avant, pendant et après les élections.

A travers cette prévention, la CNSC-Togo entend contribuer à instaurer avant, pendant et après le scrutin du 25 juillet prochain, un climat de paix, de confiance à travers le projet " Veille citoyenne pour la paix autour des législatives de 2013".

Lors de la présentation ce lundi à la presse, dudit projet, financé par le PNUD, et une partie des jeunes promoteurs de la paix, Komi Paul Amegakpo, le Directeur Exécutif de CNSC-Togo, a indiqué que cette prévention se présente sous forme d'intervention en se fondant sur tous les signaux qui augurent un



Jeunes promoteurs de la Paix

lendemain violent autour du processus électoral.

"Le travail des jeunes promoteurs vient un peu en amont, ils sont sur le terrain lorsqu'il n'y a pas encore la violence mais plutôt les signaux de violence qu'ils essaient de désamorcer. Ils vont œuvrer pour que les risques deviennent zéro ", a expliqué M Amegakpo.

Des actions qui consisteraient, souligne-t-il, à faire des sensibilisations de proximité, à faire du porte à porte à faire des

médiations au besoin, lorsque des camps antagonistes voudraient s'affronter et à remonter des informations qui doivent parvenir à des décideurs (l'administration, FOSEL, chefs traditionnels) et auprès des jeunes.

Créée en 2002, la CNSC-Togo est un réseau d'acteurs de la société civile et des mouvements sociaux au Togo. Elle s'est fixée pour but de stimuler la démocratisation et de contribuer à consolidation de l'Etat de droit au Togo.

leur électoral. Etant pratiquement à la fin de la campagne, l'opposition se dit fière de son travail. La crise sociopolitique aidant, l'opposition l'exploite bien pour convaincre l'électorat.

L'autre aspect qu'il faut souligner se trouve être la sécurité qui a régné lors des campagnes et des caravanes

Koumèa pour entretenir la population sur les enjeux électoraux et plus particulièrement la nécessité pour les jeunes à se mobiliser pour prendre la relève à l'Assemblée nationale. Avec à sa tête, Wèlèkè Essowoè, la délégation est accueillie dans une atmosphère éprise de cordialité.

de plaider pour la réalisation des besoins et projets de la population."

Côté UFC, "j'ai organisé ce tournoi de football pour pouvoir regrouper des jeunes, leur parler du changement et les démarches du président national de l'Union des Forces de Changement, Gilchrist Olympio, qui est un homme de confiance, de paix, de réconciliation", a déclaré samedi sur le terrain du CEG Tomdè à Kara, Charlotte Ahéza Dongba, l'une des candidates de l'UFC dans la Kozah à l'issue d'un match qui donna la victoire en finale aux Guerriers de Tomdè (1) face à Junior Star d'Agamadè (0).

Il faut signaler que les candidats de Unir, toujours sur le terrain, n'ont visiblement pas de temps pour des détails. Joint au téléphone, Méba, deuxième candidat sur la liste Unir-Kozah a affirmé qu'ils sont dans les hameaux en contact avec les populations et que ce mardi soir serait propice à un entretien avec la presse.



Charlotte Ahéza Dongba de la liste UFC-Kozah

des partis politiques. Aucun incident majeur ne s'est signalé. Les FoseL semblent bien jouer leur rôle.

Dans l'ensemble, les différents

De son côté, Bassabi Kagbara, tête de liste Arc-en-ciel dans la Binah, a animé dans la matinée du 18 juillet, un grand meeting à Pagouda et un autre à Kétao